

CONVENTION DE STAGE D'INITIATION

3^e Enseignement Agricole

Année scolaire 2020-2021 - 2^e trimestre

Thème EPI (**au choix**) : Cadre de Vie & Activités de Restauration
ou Aménagement et Valorisation de l'Espace

Entre, d'une part :

L'entreprise d'accueil (*nom, raison sociale et adresse*),

.....
.....
.....

représentée par (*nom, prénom*).....
en qualité de.....

Et, d'autre part :

La **Maison Familiale Rurale La ROQUE d'ANTHERON**, Chemin de la Dévalade, Quartier les Carraires, BP15 – 13640
La Roque d'Anthéron, représenté par M. CHABERT Jean-Pierre, en qualité de chef d'établissement, il est convenu ce qui suit :

TITRE Ier - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er

La présente convention a pour objet la mise en œuvre, au bénéfice de l'élève dénommé (*nom, prénom, date de naissance*)
.....

.....
d'une période de stage d'initiation en entreprise rendue obligatoire par le programme officiel de la classe de **3^e de l'Enseignement Agricole**, dans laquelle il est inscrit.

Ce stage se déroulera du **14/12/2020** au **26/03/2021** (*cf. Annexe pédagogique*)

Seuls les élèves âgés de 14 ans au moins peuvent effectuer le stage ou la séquence pédagogique au sens de l'article R.813-42 du code rural qui fait l'objet de la présente convention.

Ce stage, ou cette séquence pédagogique au sens de l'article R.813-42 du code rural, a pour objectif de permettre à l'élève de découvrir différents milieux professionnels. Il est organisé dans les conditions fixées par les arrêtés du 23 juillet 2015, modifiant les arrêtés du 11 mars 2013, portant organisation des enseignements dans les classes de quatrième et de troisième de l'enseignement agricole et par l'arrêté du 20 juin 2016 relatif aux enseignements dans ces mêmes classes.

Au cours de ce stage d'initiation, l'élève peut effectuer des activités pratiques simples et variées et, sous surveillance du maître de stage ou du tuteur désigné par l'entreprise ou l'organisme d'accueil, des travaux légers autorisés aux mineurs par l'article R.715-2 code rural et de la pêche maritime. L'employeur veille à ce que la participation à ces activités ne porte pas préjudice à la situation de l'emploi dans l'entreprise. L'élève est par ailleurs tenu à un devoir de discrétion professionnelle.

Ce stage est réalisé sous l'encadrement et la surveillance du maître de stage désigné à cet effet par le chef de l'entreprise d'accueil lorsque celui-ci n'est pas lui-même maître du stage. Les activités auxquelles l'élève participe sont précisées dans le titre II de la présente convention (dispositions particulières d'ordre pédagogique).

Au cours de ce stage d'initiation, l'élève ne peut en aucun cas effectuer les travaux proscrits aux mineurs par les articles D.4153-16 à D.4153-37 du code du travail ni réaliser ceux prévus aux articles R.4153-50 à R.4153-52 dudit code.

Article 2

Les modalités de prise en charge des frais afférents à cette période ainsi que les modalités d'assurance sont définies au titre II de la présente convention. (Dispositions particulières d'ordre financier.)

Article 3

Le stagiaire demeure pendant toute la durée de sa formation sous statut scolaire et reste, à ce titre, sous l'autorité du chef de son établissement d'enseignement et de formation professionnelle agricoles.

Le chef d'établissement d'enseignement veille, en mettant en œuvre les diligences normales, à ce que les conditions de

déroulement de stage soient de nature à préserver la santé et la sécurité de l'élève et à lui garantir une formation pratique correspondant à l'enseignement reçu. A ce titre, le chef de l'entreprise d'accueil doit renseigner la partie correspondante du titre II (Dispositions particulières d'ordre pédagogique.)

Du fait de ce statut scolaire, le stagiaire ne peut prétendre à aucune rémunération de la part de l'entreprise. Toutefois, conformément aux articles L.242-4-1, D.242-2-1 du code de la sécurité sociale et D.741-65-1 du code rural et de la pêche maritime, une gratification peut lui être versée. Celle-ci est exonérée de charges sociales si, conformément à l'article D.242-2-1 du code de la sécurité sociale, son montant ne dépasse pas le seuil équivalent au produit de 15,00 % du plafond horaire de la sécurité sociale et du nombre d'heures de stage effectuées au cours du mois considéré. Ce montant tient compte des avantages en nature et en espèces et du temps de présence mensuel prévu au cours du stage. Lorsque le montant de la gratification dépasse le plafond indiqué ci-dessus, les obligations de l'employeur incombent à l'entreprise d'accueil.

L'élève ne doit pas être pris en compte pour l'appréciation des effectifs de l'entreprise et ne peut pas prendre part à une quelconque élection professionnelle.

Il est soumis aux règles générales en vigueur au sein de l'entreprise d'accueil, notamment en matière de sécurité, d'horaires et de discipline, sous réserve des dispositions de l'article 4 de la présente convention.

Article 4

A titre de rappel, les élèves de moins de 18 ans ne peuvent être employés à un travail excédant 8 heures par jour, ni 35 heures par semaine, y compris les travaux de nature scolaire.

Pour les jeunes de moins de 15 ans, la durée hebdomadaire ne peut excéder 32 heures, y compris les travaux de nature scolaire.

Pour chaque période de 24 heures, une période minimale de repos quotidien doit être fixée à 14 heures consécutives pour les élèves de moins de 16 ans et à 12 heures consécutives pour les élèves de 16 à 18 ans.

Au-delà de 4 heures et demie de travail quotidien, les élèves mineurs doivent bénéficier d'une pause d'au moins 30 minutes. Les dérogations au repos dominical, prévues par l'article L. 741-1 et par les articles R. 714-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, ne s'appliquent pas aux jeunes de moins de 16 ans qui doivent bénéficier de deux jours consécutifs de repos hebdomadaire comprenant obligatoirement le dimanche.

En revanche les dérogations de droit au repos dominical s'appliquent aux jeunes de 16 à 18 ans, dans les mêmes conditions que les adultes, à la différence près qu'ils bénéficient obligatoirement de deux jours consécutifs de repos chaque semaine. Les horaires journaliers ne peuvent prévoir la présence sur le lieu de stage entre 22 heures et 6 heures pour les élèves mineurs de plus de 16 ans et de moins de 18 ans et entre 20 heures et 6 heures pour ceux de moins de 16 ans.

Article 5

Le chef d'entreprise ou son représentant prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle sera engagée :

- soit en souscrivant une assurance particulière garantissant sa responsabilité civile en cas de faute imputable à l'entreprise à l'égard du stagiaire ;
- soit en ajoutant à son contrat déjà souscrit « responsabilité civile entreprise » ou « responsabilité civile professionnelle » un avenant relatif au stagiaire.

Le chef de l'établissement d'enseignement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'élève pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la durée ou à l'occasion de son stage ainsi qu'en dehors de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil ou sur le trajet menant au lieu de stage ou au domicile.

Article 6

En application des dispositions des articles L.751-1, L.761-14 du code rural et de la pêche maritime et de l'article L. 412-8 du code de la sécurité sociale, les stagiaires de l'enseignement agricole bénéficient de la législation sur les accidents de travail.

En cas d'accident survenu à l'élève stagiaire soit au cours du travail, soit au cours du trajet, le responsable de l'entreprise s'engage à informer le chef d'établissement d'enseignement dans la journée où s'est produit l'accident ou au plus tard dans les 24 heures.

La déclaration d'accident du travail doit être faite par le chef d'établissement d'enseignement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la caisse de mutualité sociale agricole, la caisse d'assurance-accidents agricoles pour l'Alsace Moselle, ou la caisse générale de sécurité sociale pour les départements d'outre-mer, dont relève l'établissement, dans les 48 heures, non compris les dimanches et jours fériés, à compter de l'information faite par l'entreprise.

Article 7

Le chef d'établissement d'enseignement peut mettre fin au stage à tout moment dès lors que l'entreprise d'accueil ne satisfait plus :

- aux conditions de santé sécurité au travail et de moralité indispensables au bon déroulement du stage ;
- aux conditions d'encadrement nécessaires à la mise en œuvre des objectifs précisés dans les dispositions particulières d'ordre pédagogique figurant au titre II de la présente convention.

Article 8

Le chef d'établissement d'enseignement et le chef d'entreprise ou son représentant se tiennent mutuellement informés des difficultés, notamment celles liées aux absences éventuelles du stagiaire, qui pourraient naître de l'application de la présente convention et prendront d'un commun accord, en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions adéquates pour y mettre un terme.

En tout état de cause, le chef d'entreprise ou son représentant peut décider, après en avoir informé le chef d'établissement d'enseignement, de mettre fin de manière anticipée au stage en cas de manquement grave à la discipline de la part du stagiaire.

Article 9

La présente convention s'applique aux stages ainsi qu'aux séquences pédagogiques de l'enseignement à rythme approprié, dont le référentiel de formation prévoit expressément qu'ils puissent se dérouler en partie hors temps scolaire, et ce, dans la limite de temps qu'il précise. Ces périodes sont antérieures à l'obtention du diplôme.

Si le chef d'entreprise occupe le jeune de sa propre initiative en dehors des périodes prévues par la convention de stage qu'il a signée avec le chef d'établissement d'enseignement, il fait perdre au jeune son statut scolaire avec comme conséquence l'acquisition de la qualité de salarié et l'obligation pour l'entreprise de verser un salaire et les cotisations qui en découlent.

En tout état de cause, pour les jeunes de moins de 16 ans, ces périodes hors temps scolaire (en qualité de stagiaire ou en qualité de salarié) ne peuvent excéder la moitié du temps des vacances scolaires concernées.

TITRE II - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Article 10

Dispositions d'ordre pédagogique

Une annexe pédagogique sera rédigée. Elle constitue un document qui doit renseigner l'ensemble des rubriques listées ci-après :

- nom de l'élève concerné ;
- date de naissance¹ ;
- nom et qualité du maître de stage ;
- nom du moniteur coordonnateur de la filière (ou de son représentant) ;
- dates de la (des) période(s) de stage ;
- objectifs du stage et des parties correspondantes du référentiel du diplôme (de la classe) concerné(e) ;
- principales tâches confiées au stagiaire ;
- place du stage dans l'évaluation ;

Les obligations du chef d'entreprise ou son représentant sont notamment de :

- présenter au stagiaire l'évaluation des risques propres à son entreprise et commenter de manière pédagogique avec lui les risques auxquels il est susceptible d'être exposé et les mesures prises pour y remédier ;
- diriger et contrôler le stagiaire dans ses activités par la désignation d'un maître de stage chargé d'assurer ce suivi ;
- faire accomplir au stagiaire des travaux correspondant à la fois à ses aptitudes, aux objectifs du stage et à la progression pédagogique du stagiaire ;
- si ces travaux incluent une utilisation de matériel, indiquer le type de matériel et ses conditions d'utilisation (encadrement, port d'équipements de protection individuelle, formation...). Le chef d'entreprise doit ne faire utiliser que des matériels conformes à la réglementation ;
- permettre au stagiaire de préparer son rapport, en lui accordant le temps nécessaire.

Au cours de ce stage d'initiation l'élève ne peut en aucun cas réaliser les travaux visés aux articles D. 4153-16 à D.4153-38 du code du travail ni effectuer ceux visés aux articles R.4153-50 à R.4153-52 du code du travail.

Article 11

Dispositions d'ordre financier

Une annexe financière sera rédigée et précisera les conditions :

- d'hébergement ;
- de restauration ;
- de transport ;

¹ Seuls les élèves âgés de 14 ans au moment du stage peuvent effectuer le stage d'initiation qui fait l'objet de la présente convention

- d'assurances, en précisant le nom de l'assureur et le numéro du contrat ;
 - pour l'établissement d'enseignement,
 - pour l'entreprise d'accueil.

Article 12

Un exemplaire de la présente convention est remis, après signature du chef d'entreprise ou son représentant et du chef d'établissement d'enseignement, à l'élève et/ou son représentant légal ainsi qu'au maître de stage et au moniteur coordonnateur de la filière ou son représentant.

Fait à, le.....

(en trois exemplaires)

*Le chef d'entreprise
ou son représentant,*

Le chef de l'établissement d'enseignement,

Visa du maître de stage,
(s'il est distinct du chef d'entreprise
ou son représentant)

*Visa du moniteur coordonnateur de la filière
(ou de son représentant),*

Visa du stagiaire,

Visa du représentant légal du stagiaire,

Nom et prénom de l'élève :

Date de naissance de l'élève :

Nom, prénom et fonction du maître de stage :

.....

Nom du moniteur coordonnateur de la filière (ou de son représentant) : **M. Didier GONZALEZ**

Dates des périodes de stage :

4 au 8 janvier 2021
18 au 22 janvier 2021
1^{er} au 5 février 2021
8 au 12 février 2021
1^{er} au 5 mars 2021
8 au 12 mars 2021
22 au 26 mars 2021

(soit une durée de 7 semaines au total)

Horaires de l'élève (en respect de l'article 4)

Lundi	De à	De à
Mardi	De à	De à
Mercredi	De à	De à
Jeudi	De à	De à
Vendredi	De à	De à
Samedi	De à	De à

Objectifs du stage : *Découvrir, par la réalisation d'un projet, les activités et les métiers en lien avec la restauration* **ou** *Découvrir, par la réalisation d'un projet, les activités et métiers de l'aménagement et de la valorisation de l'espace*

Principales tâches confiées au stagiaire :

.....

Place du stage dans la formation : Stage en milieu socio-professionnel du 2^e trimestre sur le thème EPI « *Cadre de Vie & Activités de Restauration* » **ou** EPI « *Aménagement et Valorisation de l'Espace* »

Annexe financière

Les conditions d'hébergement, de restauration et de transport sont sous la responsabilité du stagiaire et de sa famille.

Les conditions d'assurances sont à la charge de l'établissement d'enseignement (à cet égard, le stagiaire est déclaré auprès de la MSA dans le cadre de son stage et la cotisation est payée par la MFR auprès de la MSA) et de l'entreprise d'accueil (nom assureur et n° contrat).

Avenant à la convention de stage pour des jeunes de 15 ans et plus en cas d'épidémie de Coronavirus et des mesures gouvernementales mises en place*

**Cet avenant, en date du 3 juillet 2020, est susceptible d'être modifié en fonction des mesures gouvernementales qui seraient prises à la rentrée de septembre 2020.*

L'avenant suivant vise à permettre le retour en stage en cas d'épidémie de Coronavirus pour un jeune de 15 ans et plus qui réalise une formation en alternance sous statut scolaire à la MFR La ROQUE D'ANTHERON, conformément à la Note de Service du Ministère de l'Agriculture du 15 mai 2020 sur le fonctionnement des établissements de l'enseignement agricole pendant cette période.

Il est conditionné par :

- L'accord du maître de stage d'accueillir son stagiaire dans le respect des règles de sécurité sanitaires résumées dans les fiches ci-jointes,
- L'accord des parents, tuteurs ou responsables légaux du jeune concerné,
- Le souhait du stagiaire de retourner dans son entreprise de stage,
- L'accord de la direction de la MFR

Article n° 1 :

L'ensemble des conditions relatives à la convention de stage initialement signée entre l'entreprise de stage, les parents et la direction de la Maison Familiale Rurale restent inchangées et notamment en ce qui concerne l'utilisation du matériel et des machines identifiées dangereuses, les consignes de sécurité propres à l'entreprise (DUERP), l'encadrement, la gratification, les assurances, les règles relatives aux horaires de travail, aux temps de repos et de pause, à l'interdiction de travail le dimanche, etc. **Dans le respect de ces conditions, l'organisation du travail et l'aménagement des horaires et de l'organisation de l'entreprise (accueil, circulation, transports, organisation des repas...) doivent être mises en œuvre pour prévenir tous risques de contamination par le coronavirus.**

Article n° 2 :

Le maître de stage déclare avoir pris connaissance et mettre en œuvre dans son entreprise les mesures et consignes spécifiques, en particulier des consignes et recommandations du ministère du travail et/ou de la MSA pour accueillir le stagiaire dans des conditions de sécurité maximale par rapport à l'épidémie de coronavirus, garantir la sécurité sanitaire de l'apprenant comme celle de son entourage **et mettre à disposition les équipements nécessaires pour l'hygiène et la protection des personnes (savon, gel hydro alcoolique, etc ...) et tout particulièrement les masques adéquats en cas d'impossibilité de respecter les consignes de distanciation physique.**

Article n° 3 :

Le maître de stage s'engage à communiquer sans délai avec la direction de la MFR de LA ROQUE D'ANTHERON ou le moniteur responsable de l'élève sur tout sujet en relation avec cet avenant ou sur toute difficulté à mettre en œuvre ou faire respecter les consignes et les recommandations visant à garantir la sécurité de tous.

Le maître de stage :

Je soussigné : Nom _____ Prénom : _____
Responsable de l'entreprise : _____
Dont la nature de l'activité est : _____
Située : _____
Souhaite accueillir le stagiaire : _____
Scolarisé en 3^e de l'Enseignement Agricole à la Maison Familiale Rurale La ROQUE D'ANTHERON

Date et signature :

Les parents

Je soussigné : Noms _____ Prénoms : _____
Parents ou responsables légaux de l'élève (nom et prénom) _____
né(e) le: _____
Souhaite que notre fils/fille retourne en stage dans l'entreprise ci-dessus dénommée qui s'engage à respecter les mesures de protection sanitaire évoquées dans cet avenant

Date et signatures :

L'élève

Je soussigné : : Nom _____ Prénom : _____ élève à la MFR de LA ROQUE D'ANTHERON souhaite retourner en stage dans l'entreprise ci-dessus dénommée et m'engage à respecter toutes les mesures visant à prévenir tout risque de contamination par le coronavirus et prendre toutes les précautions d'usage nécessaire: lavages/désinfections fréquentes des mains, respect des distances physiques, port du masque dans les situations nécessaires, etc.

Date et signature :

Le directeur

Je soussigné CHABERT Jean-Pierre, Directeur de la Maison familiale rurale de LA ROQUE D'ANTHERON, ne s'oppose pas au retour en stage de l'élève ci-dessus nommé à la condition que l'ensemble des acteurs contribuent avec rigueur au respect des règles, consignes et recommandations ci-dessus évoquées afin de prévenir tout risque de contamination par le coronavirus et respectent de l'ensemble des engagements pris dans la convention de stage considérée dans sa globalité.

Date et signature :